

Écrit par LCR & JAC

Samedi, 28 Septembre 2013 17:34 - Mis à jour Samedi, 28 Septembre 2013 22:30



Communiqué de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et des Jeunes Anticapitalistes (JAC)

Depuis juillet, un groupe de 400 Afghans – dont la moitié composée de familles avec des enfants en bas âge – mène des actions à partir de l'Église du Béguinage: manifestations devant le centre fermé de Steenokkerzeel, manifestations devant les responsables politiques, etc. Le 8 septembre, le groupe décide d'occuper un bâtiment de la rue du Trône à Ixelles. Il s'agissait d'une occupation politique avec une revendication précise : l'arrêt des expulsions vers l'Afghanistan, un pays dévasté par une guerre à laquelle l'État belge participe, et un statut pour les réfugiés qui leur permette de séjourner et travailler en Belgique. Cette occupation était un lieu de rassemblement et d'organisation de la lutte pour obtenir les droits revendiqués. Dans la semaine du 16 septembre, le groupe est sorti chaque matin pour aller manifester devant les responsables politiques suivants, avec la demande d'avoir un entretien : la ministre de l'Intérieur Milquet, l'ambassadeur d'Afghanistan en Belgique, le ministre de la Guerre De Crem, la secrétaire d'État à l'Asile et l'Immigration De Block et le Premier ministre Di Rupo.

Mais le gouvernement fait la sourde oreille. Le cabinet de De Block refuse de parler avec les Afghans et diffuse des mensonges dans la presse. Tandis qu'une demande formelle a été déposée à son cabinet, Mme De Block déclare ne pas avoir été contactée. Suite à l'annonce du cabinet Di Rupo qu'ils seraient enfin reçus, la manifestation prévue vendredi passé avait été annulée. Mais rien ne s'étant concrétisé cinq jours plus tard, les Afghans ont décidé de manifester le mercredi 25 septembre devant le cabinet Di Rupo. Arrivés à 9h, ils décident alors de rester jusqu'à ce qu'ils soient reçus par le cabinet Di Rupo ou De Block. Vers 17h, la police profite d'une altercation entre un manifestant et un policier pour charger avec du gaz au poivre, deux autopompes et des coups de matraque. Les manifestants sont non seulement dispersés et blessés, mais s'ensuit aussi l'arrestation de 75 personnes afghanes et de 2 militantes de la CRER (Coordination contre les Rafles, les Expulsions et pour la Régularisation).

Écrit par LCR & JAC

Samedi, 28 Septembre 2013 17:34 - Mis à jour Samedi, 28 Septembre 2013 22:30

Non aux violences policières !

Cette charge violente n'épargne pas les enfants qui vomissent à cause du spray au poivre et reçoivent même des coups de matraque, tandis que dans les casernes d'Etterbeek, les détenus sont tabassés par les policiers. Selon plusieurs témoignages, les policiers entraînent dans les cellules pour insulter et frapper les Afghans qui essayaient de dormir. Bilan de ce premier coup de l'État contre les Afghans: une quarantaine de personnes placées en centres fermés, **où des places avaient été libérées pour pouvoir les enfermer!**

Mais la répression ne réussit pas à briser la vague de manifestations quotidiennes et pacifiques. Le lendemain matin, les Afghans manifestent de nouveau devant le cabinet De Block. Dans l'après-midi, l'État frappe pour la deuxième fois en 24 heures. Après le départ des médias venus à une conférence de presse pour laquelle les Afghans avaient fait une banderole avec le message « vos arrestations n'arrêteront pas notre lutte », une opération policière expulse violemment les occupants du bâtiment. Les Afghans sont mis dans la rue. Dans une tentative de diviser et affaiblir le groupe, les autorités communales proposent un hébergement aux familles avec des enfants.

Ce groupe organisé de 400 Afghans est fort. Trop fort, ont estimé les autorités étatiques. Leur lutte déterminée avec des manifestations quotidiennes était visible et dérangeait. Pour faire taire ces Afghans, l'État a choisi la voie de la répression. Avec une partie des personnes en centre fermé, une partie effrayée par la violence et les arrestations, une partie « accueillie » par la commune, une partie dispersée dans la rue et une vigilance de la police pour immédiatement intervenir contre une nouvelle occupation, l'État a porté un grand coup contre le mouvement.

La lutte continue

Mais le combat continue. Ce groupe très conscient, organisé et dans une situation de vie ou mort ne compte pas cesser la lutte. Les Jeunes Anticapitalistes et la Ligue Communiste Révolutionnaire soutiennent l'auto-organisation des sans-papiers dans un combat pour des droits civils en Belgique et une vie digne. Nous appelons à soutenir ce groupe d'Afghans

Écrit par LCR & JAC

Samedi, 28 Septembre 2013 17:34 - Mis à jour Samedi, 28 Septembre 2013 22:30

combattif mais subissant une répression d'une dureté inédite. La solidarité peut se concrétiser par un soutien à l'occupation des bâtiments (nourriture, logistique, soins médicaux, activités pour les enfants, etc.) et aux mobilisations à venir (être présent à leurs manifestations,...). Cette solidarité est importante: en 2003, le soutien de l'« Assemblée des Voisins d'Ixelles » à la mobilisation d'un groupe d'Afghans menacés d'expulsion, avait contribué à faire plier le gouvernement. Nous dénonçons les politiques restrictives en matière d'asile et d'immigration des autorités belges et européennes qui favorisent le travail clandestin et l'exploitation des travailleurs immigrés clandestins et nous revendiquons la suppression de tous les centres fermés et la régularisation de tous les sans-papiers !

Contacts :

LCR : www.lcr-lagauche.be

JAC : www.anticapitalisme.be

Photo d'Isabelle Marchal